



MERCREDI 15 MAI 2024 VAR-MATIN

L'hospitalisation privée prépare la grève

Les 180 établissements de la région adhérents de la Fédération de l'hospitalisation privée, dont 26 dans le Var et 32 dans les Alpes-Maritimes, sont prêts à fermer du 3 au 6 juin.

Ramsay Santé, Elsan, Vi-valto... Les trois grands groupes de l'hospitalisation privée avaient ouvert le feu, au début du printemps, pour dénoncer l'écart de revalorisation des tarifs d'actes médicaux par le ministère de la Santé, entre le public et le privé, qui met à leurs yeux en péril le modèle économique de leurs établissements. Sauf que, près de deux mois plus tard, et alors que la date du 3 juin est avancée pour une grève reconductible de trois jours, les négociations avec l'État n'ont pas avancé.

La Fédération de l'hospitalisation privée (FHP), qui regroupe 180 sites dans la région, envisage donc de plus en plus sérieusement la mise à l'arrêt complète de l'activité du 3 au 5 juin, excepté les dialyses, la maternité et les traitements oncologiques en cours. " Nous avons un exemple très concret : un patient reçu pour une opération du genou verra l'acte facturé 4 796 € dans l'un de nos établissements, contre 6 250 € dans le public. Cela représente un écart de 23 % ", expliquait hier dans les locaux de la FHP Sud-est son président Xavier Vaillant, par ailleurs directeur des opérations France du groupe aixois Almayviva santé.

0,3 % contre 4,3 %

La profession dénonce ainsi une hausse moyenne des tarifs de 0,3 % dans le privé, pour les actes de médecine, chirurgie et obstétrique, quand elle est de 4,3 % dans le public, et réclame une rallonge de 500 M€ à l'État, pour le bon fonctionnement de ses entreprises. " 40 % d'entre elles étaient en déficit en 2023, si l'on reste sur ces tarifs, elles seront 60 % en 2024 ", assure le responsable. Et l'hospitalisation privée pèse lourd dans la région, avec 173 cliniques et hôpitaux privés sur les 289 établissements du territoire, 33 sur 75 dans les Alpes-Maritimes (44 % de l'offre) et 32 sur 67 dans le Var (48 %).

" J'avais 1 M€ de facture énergétique auparavant, cette année elle a atteint 2,20 M€, comment vais-je y faire face ? ", témoignait à ses côtés Cyril Szymkowicz, directeur de l'hôpital privé marseillais Clairval, propriété du groupe Ramsay, qui a injecté 30 M€ pour agrandir la structure. Car ces patrons de cliniques sont bien décidés à défendre un modèle ; celui d'une médecine privée prête à investir dans de nouvelles implantations, souvent attractives pour le corps médical issu du public. Le Pr Mar-

cel Rufo en témoignait : " J'ai fait un parcours entièrement public. Jusqu'à ce que le groupe Ramsay me propose d'investir 3 M€€ pour créer un établissement à La Penne-sur-Huveaune et j'ai demandé à mes anciens chefs de clinique de me rejoindre. C'est aujourd'hui le plus important de la région concernant l'accueil des adolescents, avec 18 places d'internat et 60 à 80 ados reçus chaque semaine en hôpital de jour. "

Les médecins engagés

Si tous les syndicats de salariés ne sont pas solidaires de la mobilisation envisagée, selon la FHP, la plupart des médecins de ces structures se disent prêts à la suivre. " Au sein du groupe Ramsay nous sommes prêts à arrêter les consultations afin de montrer l'impact de notre activité dans l'offre de santé, ce qui va sans doute entraîner des réquisitions ", assurait ainsi le neurochirurgien de Clairval, Philippe Metellus, selon qui son service exerce tout autant de prises en charge lourdes et vitales, comme celles des AVC par exemple, que les établissements publics.

" Il y a toujours eu un affichage politique qui est aggravé cette année et est d'autant plus bles-

sant pour nous et nos équipes ", estime Franck Blanc, directeur de la clinique Saint-Martin à Ollioules, lui aussi passé par le public et le privé dans sa carrière. " Nous demandons la pluriannualité et l'équité ", concluait Xavier Vaillant, alors que la Fédération nationale de l'hospitalisation privée doit tenir ce mercredi une conférence de presse pour un ultime appel au gouvernement.

Marie-Cécile Bérenger

mberenger@nicematin.fr

L'hospitalisation privée prépare la grève

Le mouvement de grève est annoncé du 3 au 5 juin, reconductible. Il implique la déprogrammation des interventions prévues, et les établissements n'accueilleront pas de nouveaux patients. L'Agence régionale de santé, au vu de l'impact de l'arrêt de certains services, pourrait toutefois, si la grève se confirme, recourir à des réquisitions. Les cliniques et hôpitaux privés communiqueront d'ici là avec leurs patients, pour préparer ces journées de grève.

Opérations reportées

Pas l'ombre d'un communiqué ou d'une note à la population. Depuis le 4 mai, les horaires de fermeture ont été rallongés aux urgences de Gassin. Le service ferme à 21 heures et rouvre désormais à 8 h 30 et non 7 h 30 comme c'était le cas depuis sept mois. Les urgences obstétricales sont tou-

jours acceptées et les urgences vitales sous régulation du centre 15.

Si la modification du planning en octobre dernier avait été annoncée, cette fois, la direction s'est passée de communication. Ce décalage d'une heure était une requête interne pour coordonner l'accueil des patients avec la relève du personnel médical. En effet, si les portes du service ouvraient à 7 h 30, le premier médecin urgentiste ne prenait ses fonctions qu'une heure plus tard. Ce moment de battement, gérable avec la faible fréquentation hivernale, représente un risque avec l'arrivée des touristes.

Fréjus tient ses positions

" Les vacanciers ont le réflexe de rechercher sur internet l'adresse - où il est encore écrit "ouvert 24h/24" Ndlr - ou de se rendre directement aux urgences. Si elles sont fermées, ils vont attendre, créant un afflux à l'ouverture ". Au même moment, à Fréjus, dernier service d'urgences encore entièrement debout de l'Est-Var, on s'agite pour esquiver le couperet du 18 mai. Car les médecins urgentistes l'ont annoncé : à cette date, si aucune solution ne permet de résoudre la crise des urgences de Gassin et Draguignan, ils ne feront plus d'heures supplémentaires, provoquant la fermeture du service la nuit (nos éditions du 29 avril). " Nous n'avons pas de problème dans notre service. Nous arrivons à recruter. Nos médecins ne souhaitent pas une hausse des salaires mais d'arrêter de porter le poids de la crise ", rapporte le

docteur Didier Jammes, chef des urgences de Fréjus.

Le plan blanc sur la table

L'Agence régionale de santé, le Groupement hospitalier territorial et la direction de l'établissement espéraient un arbitrage ministériel sur l'audit réalisé ces derniers mois, mais n'auraient reçu qu'une non-réponse. Après ce faux-fuyant gouvernemental, un directoire exceptionnel a été convoqué avec, au centre de la discussion, la potentielle mise en place d'un plan blanc. Ce dispositif qui doit être validé par la préfecture, permet de mobiliser tous les moyens d'un établissement lors d'une situation de crise. Mais l'idée a été écartée.

Une dernière proposition a émergé : l'alternance des fermetures de nuit entre Gassin et Fréjus. Une organisation irréaliste et dangereuse selon Didier Jammes. D'abord, l'hôpital du golfe de Saint-Tropez n'a pas les moyens d'assumer le rôle de son voisin. D'autre part, la situation serait illisible pour les patients. " Ces décisions prises dans l'effolement sont scandaleuses. Je ne cautionnerai pas de faire croire à la population la poursuite du service alors qu'elle court un clair danger ", s'indigne le médecin.

Jocelyn Florent

Contactée, la direction commune de l'hôpital de Fréjus et Gassin n'a pas répondu à nos sollicitations.

Urgences : fermetures alternées entre Gassin et Fréjus ?



En conférence de presse, hier, dans les locaux de la Fédération de l'hospitalisation privée Sud-est, les professionnels de la santé ont envisagé une grève du 3 au 5 juin. (Photo M.-C. B.)



Les urgences de Gassin ferment désormais une heure plus tard. (Photo J. F.)

